

## **FICHE DE PRESENTATION**

1. ***Mémoire de géopolitique : Les Balkans , une nouvelle poudrière pour l'Europe du 21-ème siècle ?***
2. ***LCL BUCIUMAN DAN - ROUMANIE .***
3. ***Date :01.12.1999 .***
4. ***DIVISION A (A5) .***
5. ***Mémoire de géopolitique .***
6. ***Sujet d'un intérêt majeur dans le monde , la crise du Balkans peut jouer dans cet espace géopolitique un rôle très importante pour l'Europe du 21-ème siècle .***
  
7. ***Mots clefs : Balkans, Roumanie, Turquie, Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, Grèce .***

# **MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE**

**SUJET : LES BALKANS , UNE NOUVELLE  
POUDRIERE POUR L'EUROPE DU 21-EME  
SIECLE ?**

***LCL BUCIUMAN DAN***

*7-ème promotion groupe A 5*

## **SOMMAIRE :**

### **1. LE CADRE PHYSIQUE ET L'EVOLUTION HISTORIQUE ;**

#### **1.1. Le cadre physique ;**

*1.1.1. Description géographique*

*1.1.2. Le contexte humain*

#### **1.2. L'histoire ;**

*1.2.1. Les Balkans au lendemain de la guerre de Crimée :1854-1855*

*1.2.2. La formation des noyaux nationaux : 1876-1885*

*1.2.3. Les guerres balkaniques :1912-1913*

*1.2.4. Le traité de Lausanne ;*

*1.2.5. Les Balkans de l'après-guerre ;*

### **2. LE CONSTAT ;**

#### **2.1. Les problèmes ethniques et religieux ;**

*2.1.1. Les rivalité ethniques et culturelles ;*

*2.1.2. Les facteurs religieux ;*

*2.1.3. Les disparité démographique ;*

#### **2.2. Les alliances , les systèmes et les forces militaires ;**

*2.2.1. Les systèmes politiques ;*

*2.2.2. Les forces militaires ;*

#### **2.3. Les problèmes économiques et financières ;**

*2.3.1. Les insuffisances structurelles ;*

*2.3.2. Les difficultés financières ;*

### **3. LES PERSPECTIVES ;**

#### **3.1. Facteurs de stabilité et de détente ;**

#### **3.2. Facteurs d'inquiétude et d'instabilité ;**

#### **3.3. Les scénarios.**

## INTRODUCTION

*« La prochaine guerre arrivera à cause d'une sacrée chose idiote qui se produira dans les Balkans »*

***BISMARCK***

L'histoire lui donna raison et nous rappelle que notre destin fut souvent infléchi par des crises dans ces pays de cette région .

Cependant , comme l'enseigne l'étymologie , le terme de « *crise* » renferme non seulement la notion de « *danger* » mais aussi celle d'opportunité. Les bouleversements actuels dans les pays de Balkans ne peuvent-ils aussi constituer une chance à saisir pour l'avenir pacifique de l'Europe ?

Pour répondre à une question aussi complexe , nous avons tenté de réaliser une étude assez complète en situant le cadre physique et les fruits de l'évolution historique , ensuite en exposant la situation actuelle dans ses aspects ethniques , religieux , politiques et économiques , avant de présenter des perspectives sur les turbulences possibles mais aussi les chances de développement de ces pays .

# 1.LE CADRE PHYSIQUE ET L'EVOLUTION HISTORIQUE

## 1.1.LE CADRE PHYSIQUE :

En turc , « *Balkans* » signifie montagne. Le terme a été appliqué au massifs et aux chaînes de la plus compacte des péninsules méditerranéennes, occupée en majeure partie , à l'époque moderne et contemporaine , par l'Empire ottoman , et qui porte les marques accusée du conflit entre les cultures occidentales, orientales et slave.

### 1.1.1. Description géographique :

Limitée au Nord par la Danube et son affluent , la Save , la péninsule balkanique est baignée par la Méditerranée et la Mer Noire. Le canal d'Otrante la sépare de l'Italie , les droits des Dardanelles et du Bosphore de l'Asie Mineure. Géographiquement , elle comprend presque toute la **ex-Yougoslavie, l'Albanie , la Bulgarie, la Grèce et la Turquie d'Europe**, soit un ensemble d'environ 550.000 km<sup>2</sup> , sensiblement égal à la France en superficie, regroupant quelque 40 millions d'habitants.

Pour des raisons historiques, on inclut parfois dans les Balkans la **Roumanie**.

Quatre systèmes montagneux forment l'ossature de cette péninsule :

**Les Alpes Dinariques** :- se prolongent du Nord-Ouest vers le Sud-Est par la chaînes de l'Albanie, du Pinde du Péloponnèse et celle de l'arc insulaire de la Mer Egée ;

**Les Carpates** :- dessinent, au Nord , une vaste courbure dont la partie méridionale s'étend en Roumanie et en ex-Yougoslavie , donnant naissance à la chaîne du Balkans ;

**La chaîne du Balkans** :- sépare la plaine danubienne des Plovdiv et de Thrace ;

**Le massif de Rhodope** :-s'intercale entre ces plaines orientales et la Macédoine.

Enfin, le sillon de la Morava et du Vardar traverse du Nord au Sud le centre montagneux de la péninsule.

Les montagnes, pourtant abondantes dans les Balkans, comptent moins que les vallées qui permettent de passer, sans trop des difficultés dans tous les sens. Vus d'Istanbul, point de mire de tous les voyageurs ou conquérants , les chemins des Balkans se divisent en trois branches : celle de l'Est qui vient de Russie , celle du milieu qui celle de Vienne et celle de l'Ouest qui correspond à la <<Via Egnatia >> romaine .

Nos générations , trop habituées à considérer la Méditerranée comme la voie naturelle de communication entre l'Europe occidentale et les pays du Levant ont tendance à oublier les grandes voies terrestres qui furent passer , au long de l'histoire , les commerçants (la route de la soie) , les ambassadeurs et les armées . Par là , les Ottomans se sont répandus jusqu'aux portes de Vienne et de Kiev pour refluer ensuite jusqu'à la banlieue d'Istanbul . Et c'est avec ce reflux que l'espace balkanique fut clôturé par les états nationaux que les ethnies ont formé sous le contrôle constant des empires environnants .

### 1.1.2. **Le contexte humain :**

Les Balkans se divisent en aires culturelles opposées ou les peuples ont été longtemps des ennemis et ou l'influence étrangère a imposé une forte empreinte parfois positive, souvent négative et même destructrice.

A partir du 18-ème siècle, l'influence germanique et surtout autrichienne s'est exercée sur le plan économique, principalement en Slovénie et dans les plaines économique ont toutefois vécu repliées sur elle-même, les bénéfices étant absorbés par l'Autriche sans aucune retombée positive pour les slaves.

Sur le littoral Adriatique, la proximité de l'Italie s'est traduite dans l'architecture des villes et des ports, mais la paysannerie slave a été maintenue en état de servage. L'agriculture comme la pêche n'ont guère profité de l'essor de la République de Raguse ou des occupations vénitienne, hongroise et autrichienne.

L'empreinte de Byzance a marqué principalement la partie centrale et orientale de la péninsule, laissant de nombreux monastères orthodoxes.

Mais tous ces apports ont été en grande partie effacé sous la dominations turque : l'Islam colonisateur a laissé des traces sensibles dans les mœurs, surtout en Bosnie et en Macédoine, dans l'architecture et l'économie minière. Confronté aux résistances grecque et slave, l'Islam, d'une manière générale, a imposé sa domination par la force, devenant alors un frein puissant au développement économique de la région.

Les pays balkaniques sont restés pratiquement à l'écart de la révolution industrielle.

Une autre facteur de retard réside dans l'extraordinaire brassage de populations dont les Balkans n'ont cessé d'être le théâtre nulle part ailleurs, en Europe, la population n'est d'implantation si récente, nulle part elle n'est aussi mêlée. De ce brassage de populations, aux origines multiples (mouvements de colonisation, nomadisme exodes consécutifs aux famines et aux invasions, transferts dus aux modifications de frontières) résulte une étonnante bigarrure de peuples, de langues et de religions. Cette diversité constitue une des sources des problèmes actuels et nous y reviendrons plus loin.

Il paraît toutefois important de noter, des à présent, le poids respectif des différentes ethnies. Les deux grands peuples de la péninsule sont les Grecs, plus de 8 millions, et les Slaves du Sud, plus de 25 millions répartis en 8 millions de Bulgares, autant de Serbes, près de 4 millions et demi de Croates, 1.600.000 Slovènes, plus d'un million de Macédoniens, 500.000 Monténégrins, 1.300.000 Musulmans et diverses ethnies, en Bosnie-Herzégovine surtout. Il convient d'y ajouter 23 millions de Roumains.

Les minorités appartiennent à d'autres groupes : plus de 2,5 millions d'Albanais dont 900 000 dans les territoires du Kas Met et de la Macédoine , plusieurs centaines de milliers de Tziganes , des Turcs , descendants de colons , de marchands ou de soldats . Restés majoritaires dans le district de Kirdzali en Bulgarie , ils forment des groupes homogènes en Macédoine yougoslave , mais sont au nombre de seulement quelques milliers en Grèce . On pourrait encore citer des groupes ethniques dispersés comme les Allemands dans le Banat yougoslave , les Tchèques et les Slovaques de Slavonie , les Magyars des plaines de Vojvodine et le long de la frontière commune à la Hongrie et à la Yougoslavie .

Autant de peuples , autant de langues et de cultures restées très vivantes . Il est facile de comprendre que l'exploitation des rivalités nationales , ethniques ou religieuses a toujours été un des prétextes ou des moyens d'action des grandes puissances .

## **1.2. L'HISTOIRE**

Les frontières actuelles des Etats constituant les Balkans remontent à 1947. Elles n'ont donc pas bougé depuis quarante ans, depuis l'annexion du Dodécanèse par la Grèce. Il faut remonter aux premiers siècles de Byzance pour retrouver une aussi longue période de stabilité, mais est-ce que pour autant les questions sont réglées, les disparités internes assimilées, les problèmes externes aplanis ? Rien n'est moins sur.

L'histoire des Balkans est avant tout celle de la confrontation de quatre courants de forces qui, au gré des circonstances, jusqu'au , se sont alternativement mêlés, neutralisés ou opposés les uns les autres. Le premier de ces courants est constitué, jusqu'au 17<sup>ème</sup> siècle, par l'expansionnisme de l'Empire ottoman, puis par la résistance qu'il va opposer à son démantèlement progressif. Le second correspond à la volonté du Saint Empire romain germanique et de son successeur austro-hongrois d'arrêter, puis de refouler l'envahisseur musulman tout en reculant les marches de l'Empire. Le troisième traduit le souci séculaire de la Russie d'accéder aux mers chaudes. Toute occasion favorable d'atteindre ce but sera systématiquement exploitée, par des moyens diplomatiques...ou militaires. Le dernier courant enfin, regroupe l'ensemble des aspirations nationales des peuples et minorités de la région qui doivent surmonter de graves contradictions :

- constituer des entités nationales que, bien souvent, ni l'histoire, ni la religion, ni la race n'ont contribué à former ;
- se libérer du joug d'un empire, pour autant retomber sous celui d'un autre ;
- affirmer leur identité non seulement à l'égard des empires déclinants mais aussi vis-à-vis des jeunes nations voisines émergentes.

Dans ce contexte, les grandes puissances européennes, la France et la Grande-Bretagne, ne pouvaient rester à l'écart du jeu laisser les empires continentaux accroître indéfiniment leur territoire et leur influence, au fur et à mesure du recul de l'Empire ottoman.

Entamée à partir de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, cette désagrégation deviendra irrémédiable après la défaite de 1918.

Elle aura pour conséquence directe la naissance d'états artificiels, instables et antagonistes.

La deuxième guerre mondiale redessinera une nouvelle carte des Balkans sans apporter pour autant une solution aux problèmes antérieurs.

L'apparente stabilité constatée depuis 1947, repose, en fait, sur l'ordre politique et militaire imposé par l'URSS à travers le système communiste. La décomposition actuelle de cet ordre fait apparaître au grand jour les vieux antagonismes historiques. Pour bien les comprendre, un rappel des événements antérieurs paraît indispensable.

Nous le limiterons à un exposé de situation portant sur cinq périodes charnières de l'histoire récente de la région :

- les Balkans au lendemain de la guerre de Crimée (1856) ;
- la formation des noyaux nationaux (1876-1885) ;
- les guerres balkaniques (1912-1913) ;
- le traité de Lausanne (1923) ;

- les Balkans de l'après guerre (1947).

### ***1.2.1. Les Balkans au lendemain de la guerre de Crimée (1854-1855) :***

Amorcée par une querelle sur les Lieux Saints entre la France, protectrice des catholiques, et la Russie, protectrice des orthodoxes, la guerre de Crimée se déclenche lorsque Nicolas 1-er tente d'arracher au sultan le droit de protection sur les chrétiens orthodoxes de l'Empire. En mars 1854, après la destruction d'un escadron turque par la flotte russe, à Sinope, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à la Russie pour lui interdire d'accéder à la mer libre.

La prise de Sébastopol, en septembre 1855, amène Alexandre 2<sup>ème</sup> à négocier. Le traité de paix est signé à Paris, le 30 mars 1856. Il abolit le protectorat russe sur les principautés danubiennes et surtout donne naissance à une nouvelle principauté autonome, la Roumanie, constituée par la réunion de la Moldavie et la Valachie.

Le traité reconnaît, par ailleurs, l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman qui est dans le « concert des nations européennes ».

L'engagement de la France et de l'Angleterre aux côtés de la Turquie dans cette guerre contre la Russie fut une démonstration de puissance durable pour les peuples de la région. La France se découvre une « sœur latine » aux bords du Danube tandis que la Russie essuie un sévère recul : la Mer Noire est neutralisée et les puissances riveraines ne peuvent y posséder de flotte de guerre, ni construire des arsenaux ou des forteresses.

Parallèlement, la prépondérance anglaise s'affirme durablement en Grèce après l'effondrement du parti pro-russe.

### ***1.2.2. La formation des noyaux nationaux (1876-1885) :***

A partir de 1870, de nombreux incidents éclatent en Bulgarie, en Serbie, en Bosnie, en Roumanie, incidents auxquels la Russie n'est pas étrangère.

Malgré des tentatives de médiation occidentales, malgré la libéralisation du régime ottoman, malgré l'octroi d'une constitution par les Turcs, la guerre éclate d'abord entre la Serbie et la Turquie, puis entre la Russie et la Turquie.

Les Turcs, vaincus, doivent signer la paix de Sand Stefan qui consacre l'hégémonie de la Russie sur l'Europe balkanique (mars 1878).

Mais devant l'inquiétude de l'Angleterre et de l'Autriche, Bismarck intervient et réunit le congrès de Berlin (juin 1878) qui modifie les termes du

précédent traité et constitue une nouvelle étape dans le démembrement de l'Empire ottoman : la Serbie, la Roumanie et le Monténégro deviennent des états indépendants, la grande Bulgarie est divisée en deux principautés : Bulgarie au Nord des Balkans et Roumélie au Sud, la Bosnie-Herzégovine est administrée par l'Autriche à titre provisoire.

Ce partage sera achevé en 1885, lorsque la Bulgarie annexera la Roumélie orientale. A cette date, tous les noyaux des états nationaux se trouvent formés à l'exception de l'Albanie ou l'unité ethnique et linguistique, réelle, se trouve handicapée par la présence de trois religions : orthodoxe, musulmane et catholique.

La question d'Orient est donc provisoirement réglée et la paix rétablie, mais certaines contestations laissent mal augurer de l'avenir :

- *les droits des nationalités n'ont pas été reconnus : Slaves, Bulgares, Monténégrins et Roumains sont mécontents des frontières imposées ;*
- *les grandes puissances européennes ont le sentiment de la fragilité de l'édifice. La Grande-Bretagne est inquiète des menaces russes sur la route de l'Inde.*

La Russie a conscience de son échec qu'elle attribue à la duplicité de l'Allemagne alors que l'Autriche-Hongrie se félicite d'un incontestable succès. L'entente des trois empereurs s'est écroulée : le décor est en place pour une prochaine crise.

### ***1.2.3. Les guerres balkaniques (1912-1913) :***

Dans les dernières années du 19-ème siècle, tandis que la Bulgarie forge peu à peu sa personnalité politique, c'est la Macédoine, encore sous suzeraineté turque, qui apparaît au cœur des conflits balkaniques. La Grèce favorise, en outre, l'éclosion d'incidents en Crète et provoque une guerre avec les Turcs. Elle sera sauvée de la catastrophe par l'intervention des grandes puissances en 1897.

Lassés des échecs du sultan et inquiets du délabrement de l'Empire, de jeunes officiers et intellectuels turcs déclenchent une insurrection nationaliste le 24 juillet 1908. Les jeunes Turcs, malgré un programme libéral, seront immédiatement confrontés à de nouveaux et graves problèmes : annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'empereur d'Autriche en octobre 1908, proclamation de la Bulgarie par le roi Ferdinand, en avril 1909.

En octobre 1912, enfin, Bulgares, Serbes et Grecs déclenchent en commun la première guerre balkanique conduisant les Turcs, vaincus, à céder la quasi-totalité de leurs territoires européens par le traité de Londres en mai 1913. Mais les états balkaniques ne peuvent s'entendre sur le partage des dépouilles et la Bulgarie attaque ses anciens alliés. Les Turcs profitent de cette deuxième

guerre balkanique pour récupérer la Thrace orientale et la ville d'Andrinople (Edirne).

La paix est signée le 12 août 1913 : la Serbie, la Grèce et le Monténégro sortent de ces conflits en doublant la superficie de leur territoire. Leurs intérêts évoluent en conséquence : la Serbie qui n'a plus de frontière commune avec l'Empire ottoman, oriente maintenant ses revendications vers l'Autriche tandis que la Grèce se tourne vers la côte anatolienne, Smyrne (Izmir) et ses environs.

Les trois grands perdants : la Turquie, vaincue, la Bulgarie, isolée et l'Autriche, inquiète de la Serbie, vont tout naturellement se retrouver au sein de la même alliance.

Au printemps 1914, une nouvelle guerre gréco-turque devient aussi probable qu'une guerre serbo-autrichienne.

#### ***1.2.4. Le traité de Lausanne (1923) :***

Au moment de l'effondrement des « puissances centrales » et de l'Empire ottoman, la volonté des puissances alliées, entraînées par la France, s'exprime en poursuivant quatre buts :

- détruire l'empire « romain germanique » d'Autriche ;
- récompenser largement des alliés fidèles dans l'espoir d'un faire des nations fortes autour desquelles les Balkans se stabiliseront ;
- faire reculer vers l'Est la Russie bolchevique ;
- évincer la Turquie d'Europe (et de pays arabes).

Après plusieurs années d'affrontements ouverts ou souterrains, la situation est stabilisée à partir de 1923 et du traité de Lausanne.

L'Empire Autrichien a été détruit d'une façon implacable ; il en reste une Autriche difficilement viable et une Hongrie amputée de territoires qui lui appartenaient ; leur alliée, la Bulgarie, est aussi mal traitée par les vainqueurs.

Les alliés sont très (trop) récompensés :

- la Yougoslavie nouvelle n'a aucune homogénéité et les Serbes, slaves et orthodoxes, sont incapables de fédérer autour de Belgrade, en les respectant, des populations d'origines et de religions diverses : Slovènes, Croates, Bosniaques, Monténégrins, Albanais, Macédoniens (Bulgares) et Hongrois ;

- la Grèce a perdu sa guerre contre la Turquie mais garde ses îles en mer Egée et s'est agrandie aux dépens de la Bulgarie (Macédoine) ;

- la Roumanie s'étend au Nord des Carpates, annexe la Bessarabie, porte sa frontière sur le Dniestr et prend une part de la Dobroudja bulgare ;  
mais par ailleurs :

- l'URSS n'accepte pas sa frontière avec la Roumanie ;
- la Turquie garde un espace territorial en Europe et élimine (physiquement) les minorités grecques de son sol.

De 1925 à 1941-42, en dehors de Kemal Atatürk, aucun grand homme d'état ne s'impose dans les Balkans et ne peut y travailler durablement avec des moyens suffisants : le roi Alexandre de Yougoslavie (assassiné en 1934) règne de façon despotique ; le roi Carol de Roumanie est un souverain très médiocre ; en Grèce, le Général Met Axas disparaît en 1941 ; le plus sage, le roi Boris de Bulgarie, est obligé de céder aux exigences allemandes et meurt assez mystérieusement en 1943. Aucune stabilité ne s'établit vraiment dans la région.

Faibles, opposés entre eux, divisés intérieurement, les pays des Balkans, à l'exception de la Turquie, ne peuvent affronter la tempête de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale en ayant des chances de rester maîtres de leur destin.

#### 1.2.5. *Les Balkans de l'après-guerre : (depuis 1947) :*

Les guerres intestines entre Serbes et Croates, de 1939 à 1945, et la guerre civile grecque, de 1946 à 1949, ont fait beaucoup plus de victimes que les deux guerres balkaniques et la première guerre mondiale réunies.

Le découpage des territoires de 1945 a maintenu une grande partie des foyers de tension traditionnels en faisant cohabiter, à l'intérieur de frontières artificielles, des ethnies que tout, dans leur histoire, opposait les unes aux autres. Il suffit de rappeler l'existence de minorités hongroise en Roumanie, turque en Bulgarie, grecque en Albanie ou de citer, en Yougoslavie, les oppositions entre Serbes, Croates, Slovènes, Macédoniens, Monténégrins et Musulmans. ( « nationalité » opportunément créée par Tito pour corriger les déséquilibres ethniques).

Depuis quarante ans pourtant, un semblant de stabilité paraît se dessiner : non seulement, aucun conflit majeur n'a éclaté, mais encore des contacts se sont noués entre l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Turquie et la ex-Yougoslavie, allant jusqu'à la réunion de leurs ministres des Affaires étrangères à Belgrade, pour la première fois, en 1988.

Ces apparences restent toutefois bien fragiles car les problèmes de fond (minorités, frontières) n'ont pas été résolus même s'ils ont pu paraître un moment masqués.

En conséquence, les conditions d'une nouvelle période de bouleversements dans les Balkans perdurent et il convient d'en faire le constat.

## 2. LE CONSTAT

Le poids de l'histoire comme facteur explicatif n'est certes pas spécifique aux Balkans mais il prend, dans cette région du monde, une importance tout à fait particulière. Aussi, bien des points du constat que nous pouvons faire en ce début d'année 1990 trouvent-ils leurs racines dans les évolutions que nous venons de retracer schématiquement :

- les frontières actuelles ne sont pas le fruit d'un consensus mais de la volonté des puissances victorieuses ;
- des minorités sont intégrées plus ou moins bien dans chaque état ;
- la force fédératrice que pouvait constituer le système communiste sous la tutelle de l'URSS est en train de disparaître.

Les sources de crise, voire de conflit restent bien réelles et nous avons choisi d'en expliciter certaines dans trois domaines principaux :

- les problèmes ethniques et religieux ;
- les systèmes politiques et les forces militaires ;
- la situation économique et financière.

### 2.1. LES PROBLEMES ETHNIQUES ET RELIGIEUX

Héritage historique, l'enchevêtrement des peuples, des cultures et des religions est la source de contradictions, résumées sous le terme de balkanisation, substantif à la résonance fatale puisqu'il signifie éclatement. Longtemps occultées pour partie par l'emprise communiste, les tensions n'en ont pas moins disparu et trouvent, maintenant, dans la crise des systèmes communistes, une occasion de réapparaître au grand jour : rivalités ethniques et culturelles qui se superposent à des problèmes religieux et à des dynamismes démographiques inégaux.

#### 2.1.1. *Les rivalités ethniques et culturelles ;*

Ces rivalités sont très nombreuses :

- en Albanie, une minorité grecque à la frontière macédonienne revendique son identité culturelle ;
- en Bulgarie, deux communautés résistent aux tentatives de « bulgarisation » : les Turcs de la Thrace et les Roumains au sud de la Dobroudja ;
- en Roumanie, une forte minorité hongroise, installée en

Transylvanie, résiste aux efforts d'assimilation des autorités de Bucarest ; par ailleurs, la Moldavie soviétique est peuplée de Roumains ;

- en ex-Yougoslavie, les problèmes s'additionnent :
- une majorité d'origine hongroise réside dans la région de Vojvodine en République de Serbie, tandis qu'une majorité d'Albanais, dans le Kosovo, réclame le statut de république dans le cadre de l'état fédéral ;
- la Macédoine, une des six républiques fédérées, est toujours revendiquée par la Bulgarie mais aussi par la Grèce ;
- la Slovénie attise les conflits entre Serbes et Albanais dans le Kosovo, prône une décentralisation accrue et remet en cause la solidarité fédérale ;
- la Croatie envisage de former des partis indépendants.

Toutes ces minorités n'étant pas (ou ne s'estimant pas) traitées avec équité par l'ethnie dominante, il en résulte des querelles internes mais aussi inter étatiques ; la Turquie et la Grèce se plaignent périodiquement du traitement infligé à leurs minorités.

Autant de peuples, autant de langues, chaque langue se subdivisant en d'innombrables dialectes. Trois alphabets sont employés : à l'est l'alphabet latin.

### ***2.1.2. Les facteurs religieux ;***

Libérés du carcan marxiste, les pays des Balkans comme le reste de l'Europe de l'Est voient renaître leurs religions ancestrales, réveil qui attise nationalisme et même xénophobie . La rôle du sentiment religieux et des églises n'est d'ailleurs pas négligeable dans événements que vit actuellement la Roumanie.

Ce nouveau religieux est d'autant plus puissant qu'il s'appuie sur des traditions anciennes qu'il faut brièvement rappeler .

C'est au 9<sup>ème</sup> siècle que deux frères, Cyrille et Méthode, évangélisent les Balkans et y constituent une véritable langue et culture ecclésiastique : le Slavon, tout en suivant la tradition de l'orthodoxie byzantine formulée à la suite de la « Crise Iconoclaste » (726 à 842). Née d'un schisme avec « l'Eglise d'Orient » s'est détachée de l'autorité du Pape dont elle nie « l'infaillibilité ». Au cours des siècles, sous l'influence des nationalismes, elle s'est scindée en églises locales autocéphales qui ont connu des destins divers : Eglise grecque, Eglise serbe, Eglise bulgare .....

Lors de la « Réforme », quelques noyaux de protestants luthériens s'implantent dans ces régions.

A la suite de l'établissement de leur empire dans les Balkans, les Turcs

tentent d'imposer leur religion : l'Islam. Cependant, cette islamisation est restée très sporadique sauf dans quelques régions : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, les confins de la Bulgarie.

Face à cette occupation, les Eglises apparaissent comme le refuge de la conscience nationale et le conservatoire des traditions. Leur rôle non négligeable dans la résistance puis la libération du pays leur ont assuré un important soutien populaire.

Si la religion orthodoxe est dominante dans l'ensemble des Balkans, il n'est pas moins vrai que de grandes disparités subsistent entre les pays et même à l'intérieur de ceux-ci.

En ex-Yougoslavie : les Slaves du Sud établis sur la cote Adriatique, Slovènes, Croates subissent l'influence de l'Italie et restent dans la mouvance de Rome tout en utilisant le Slavon comme langue religieuse. Leur identité s'affirme par opposition à la Serbie orthodoxe.

Les Serbes, établis dans les montagnes, forment un royaume et entrent dans la mouvance byzantine orthodoxe. L'Eglise autonome de Serbie est constituée. D'autres églises séparatistes se créent : celle de Macédoine et celle du Monténégro.

Il subsiste quelques noyaux islamiques : majoritaires dans le Kosovo ; les musulmans entendent faire respecter leurs droits, ce qui crée un état de crise permanent. Moins virulents, dans la Bosnie-Herzégovine, ils affirment néanmoins leur identité.

La Bulgarie a joué un rôle fondamental dans la constitution d'une culture slave chrétienne. Ni la domination byzantine, ni la conquête turque ne réussirent à la faire disparaître. L'Eglise bulgare fut constituée en 1870 mais reconnue par Constantinople seulement en 1961. Après de violentes persécution, le régime communiste établit avec elle une sorte de statu quo. Un certain nombre de monastères supprimés renaissent.

Les communautés catholiques et protestantes étaient jusqu'à présent très surveillées en raison de leurs liens avec l'Occident.

La Roumanie, d'origine latine, parmi des pays à dominante slave, a vu développer une culture monastique brillante qui subsiste encore de nos jours. En 1919, l'Eglise uniaste est reconnue comme église nationale ; mais le faible niveau culturel du clergé nuit à son image de marque.

En Grèce, l'orthodoxie hellène a un passé glorieux. C'est elle qui a sauvé la Grèce de l'envahisseur turc. Pendant l'occupation, la langue grecque était enseignée dans les cryptes des basiliques, si bien que le sentiment religieux est resté très fort (7,5 millions de fidèles).

Mais au fil des siècles, l'Eglise grecque s'est enfermée dans le

traditionalisme, refusant la modernité, poussant même parfois jusqu'à l'obscurantisme.

Les cas de l'Albanie est un peu différent : officiellement, il n'y a pas de religion. Le pays est cependant à tendance sunnite.

### 2.1.3. *Les disparités démographiques* ;

Les rivalités ethniques et religieuses sont aggravées par les disparités démographiques.

Il existe un net déséquilibre démographique entre les pays catholiques ou orthodoxes dont l'accroissement naturel est faible (Roumanie, ex-Yougoslavie) voire très faible (Bulgarie, Grèce) et les pays à dominante musulmane (Albanie et Turquie) où cette croissance naturelle est très élevée.

Cette disparité amène la population de ces derniers à doubler en moins de trente ans alors que dans les pays chrétiens, elle reste quasiment stable.

On comprend, alors, quelles tensions peuvent exister entre eux, d'autant que les pays les plus féconds sont aussi les plus pauvres.

Jusqu'à maintenant, les réponses apportées à ces problèmes par les gouvernements n'ont guère été convaincantes. Deux exemples, parmi bien d'autres en témoignent :

- en ex-Yougoslavie, la répression serbe au Kosovo traduit l'inquiétude du gouvernement face à la déstabilisation politique et aux revendications autonomistes ;

- en Bulgarie, d'après le gouvernement, les Turcs dont les noms avaient été « bulgarisés » ne seraient que des Bulgares « turquisés » sous la domination ottomane et auxquels on redonnerait leur véritable identité !

Des signes d'espoir apparaissent pourtant avec la tenue de conférences, telles que celle de Belgrade, en février 1988, réunissant les ministres des six pays de la zone. Il y avait été décidé de mettre entre parenthèses les querelles ethniques pour déboucher sur une plate-forme minimale commune.

Les résultats concrets se font pourtant toujours attendre et les incertitudes politiques actuelles ne constituent pas un élément positif pour la réussite de cette démarche à très court terme.

## **2.2. LES ALLIANCES, LES SYSTEMES POLITIQUES ET LES FORCES MILITAIRES**

Selon leur appartenances aux alliances, les Etats balkaniques peuvent être classés en : pays membres de l'Alliance Atlantique (Grèce et Turquie), pays membres du Pacte de Varsovie (Roumanie et Bulgarie), pays non alignés (Albanie et ex-Yougoslavie).

### 2.2.1. *Les systèmes politiques* ;

Les systèmes politiques de ces pays sont influencés par :

- leur appartenance à une alliance ;
- la présence en leur sein de minorités ethniques, dont les aspirations divergentes ne sont contenues que par des limitations contraignantes pour la démocratie.

On effect, le maintien de la paix publique, la sauvegarde de l'identité régionale des ethnies majoritaires et le refus de la partition du pays imposent à ces régimes des exécutifs forts et répressifs peu compatibles avec des règles démocratiques.

#### 2.2.1.1. *La Turquie* :

Ce pays est une république multipartite à régime parlementaire. En fait, il s'agit d'une démocratie limitée contrôlée par les militaires.

Le pouvoir est réparti entre :

- le président de la république, ancien chef d'état major, assisté d'un conseil présidentiel formé de militaires de haut rang qui sont la courroie de transmission entre les militaires et les civils à qui ils ont remis le pouvoir ;
- le gouvernement qui maintient sa cohésion malgré l'apparition de dissension entre les factions libérales, islamiques et nationalistes du parti majoritaire.

La Turquie, qui a un problème important avec sa minorité kurde dans l'Est du pays des mesures strictes face à la montée de l'intégrisme islamique.

#### 2.2.1.2. *La Grèce* :

C'est une démocratie parlementaire multipartite comportant une assemblée législative. Depuis la perte de la majorité par le PASOK aux élections de 1989, la « Nouvelle Démocratie » (droite) forme une coalition avec le « Rassemblement des Forces de Gauches » (communiste) pour constituer un gouvernement.

Cette coalition est d'une grande fragilité, chaque parti cherchant sur chaque sujet à privilégier son idéologie particulière.

Ce peut être la source d'une instabilité gouvernementale importante sans pour autant remettre en cause le système institutionnel en place.

### **2.2.1.3. La Bulgarie :**

La Bulgarie est parmi les principaux vaincus la guerre froide. Malgré les affirmations du changement de la situation, l'inertie de la pensée du monde bipolaire continue à peser sur la Bulgarie.

Il est notoire que Sofia souffre en ce moment d'une grippe tenace. Certains analystes considèrent que la pays a été l'artisan de son propre malheur et invoquent la lenteur de la réforme économique, la corruption et la formation de capitaux « criminels », ainsi que le conservatisme de l'électorat opposé à toute thérapie de choc, même que la Bulgarie a engagé la transition avec de lourds handicaps, dont certains étaient communs à d'autres économies en transition, mais aucun autre pays ne les accumulait tous .

Parfois, la peuple bulgare était accusé d'être trop conservatoire et de ne pas avoir accepté les valeurs de la démocratie. Or le processus démocratique n'a jamais été menacé ou remis en question depuis 1989. Les communistes ont été élus en 1990 puis ont cédé leur place à un gouvernement anticommuniste ; des ex-communistes ont été élus en 1994, puis battus aux élection de 1997.

Aujourd'hui, on ne parle plus de principes irréconciliables, mais « d'opposition constructive ». Le processus démocratique est accepté.

### **2.2.1.4. L'Albanie :**

L'Albanie est une république à structure étatique unitaire et à parti unique. C'est le dernier pays à suivre la « ligne dure » vers le socialisme « réel » tel que le définissaient Marx, Lénine et Staline.

Depuis 1986 : 9-ème congrès du « Parti du Travail » et élection d'une nouvelle assemblée populaire, le premier Ministre a entrepris la relève de certains cadres dirigeants.

Malgré quelques indices de troubles intérieurs et même si une lutte feutrée semble se dérouler au sein du parti communiste albanais, l'Albanie paraît stable dans son isolement avec pourtant l'existence d'une opposition extérieure autour du roi Leka 1-er.

### **2.2.1.5. La Roumanie :**

Les changements dans l'espace géopolitique européen ont marqué une nouvelle position zonale de la Roumanie. Ces changements ont offert à la Roumanie des nouveaux voisins : l'Ukraine et la République de Moldavie au Nord-Est, la nouvelle formation fédérative Serbie Monténégro au Sud-Ouest. Une série de problèmes inexistant auparavant ont apparu, comme par

exemple le conflit yougoslave ou la question de la région moldave de Transnistrie.

Mais la Roumanie a bien maîtrisé ces problèmes et, peu à peu, elle est devenue un facteur très important de stabilité dans l'environnement balkanique et central européen. Elle est devenue un exportateur de stabilité dans le monde, participant avec des bataillons de casques bleus aux missions de maintien de la paix dans plusieurs régions du monde ( Somalie, Angola, Bosnie et Albanie).

Aussi, elle représente aujourd'hui une zone où la démocratie s'avère fonctionnelle. Le message que la Roumanie cherche à transmettre à ses partenaires occidentaux est qu'elle est prête à faire une offre difficile à rejeter. Face aux grands dossiers tels que l'élargissement de l'Union Européenne ou celui de l'OTAN, la Roumanie est décidée à demander un traitement égal à celui des autres Etats d'Europe centrale.

#### **2.2.1.6. *La ex-Yougoslavie :***

Avant de 1990, c'était une république fédérale socialiste à parti unique qui regroupe les républiques de Slovénie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine, du Monténégro et de Serbie. La Serbie englobe deux provinces autonomes : la Vojvodine et le Kosovo.

Depuis le 4 février 1990, la ligue des communistes de Slovénie a décidé de rompre avec la direction fédérale et réclame l'introduction du multipartisme.

En fait, ce que contestent les Slovènes, comme les Croates, c'est essentiellement la domination des Serbes qui ne représentent que 36 % de la population de la fédération.

Au Kosovo, la majorité des habitants de souche albanaise, souhaite échanger le statut de province « autonome » rattachée à la Serbie contre celui de république.

Au plan économique enfin, la Slovénie, la Macédoine et la Croatie prennent des directions divergentes par rapport au système yougoslave.

Ces oppositions politiques et économiques fragilisent la fédération et le pouvoir central se raidit, faisant intervenir de plus en plus souvent l'armée pour endiguer les volontés d'autonomie.

#### **2.2.2. *Les forces militaires :***

Dans le domaine militaire, notre perception du poids des différentes nations qui composent le « monde balkanique » est très subjective.

Le tableau joint en annexe 1 donne, pour les composantes majeures des forces armées de ces pays, une impression de capacités importantes, à l'exception de l'Albanie.

Cette impression doit être nuancée par :

- l'aspect qualitatif des équipements – chars, canons et avions de combat en particulier – dont une part importante est ancienne et souvent stockée ;
- le rapport effectifs d'active matériels – notamment dans les armées de terre – qui, sauf en Turquie, est bien plus faible que dans celles des pays occidentaux ;
- le niveau d'entraînement et les capacités logistiques.

L'étude de ces différents facteurs a permis de constater que :

- quatre pays, la Turquie, la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie possèdent de très bonnes capacités défensives et sont également capables de mener des actions offensives de faible amplitude et de durée limitée ;
- la ex-Yougoslavie a des capacités cohérentes avec son concept de « défense populaire généralisée », sans volonté offensive ;
- L'Albanie est dotée avec des moyens peu significatifs.

### **2.3. LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

Les modes d'organisation économique et les stratégies de développement esquissées étant le reflet des choix politiques, ils comportent la même diversité. Cependant, il est possible de dégager quelques traits communs qui, mettant en évidence des insuffisances structurelles et des déséquilibres financiers, explicitent les crises que traversent actuellement ces pays.

#### ***2.3.1. Les insuffisances structurelles ;***

Les Balkans sont sans doute la seule région du monde où, sur une zone aussi limitée, sont apparues autant d'options économiques divergentes : l'autarcie pure et dure en Albanie, l'imitation du modèle soviétique en Bulgarie, avec retard et après adaptation aux conditions locales, le dirigisme exacerbé en Roumanie, la recherche d'une voie médiane originale en Yougoslavie, une certaine forme de libéralisme en Grèce et en Turquie avec la recherche des aides occidentales.

Cela étant, il reste toujours possible de mettre en évidence les grandes caractéristiques des économies des états de la zone et leur point commun : une certaine forme de sous-développement. Celui-ci se manifeste sous six aspects principaux :

- des pays à faibles revenus : - aucun des pays de la zone n'avait, en 1990, un PNB par habitant supérieur à 6.000\$ ; à titre de comparaison, la France se situait à la même date à près de 16.000\$ .

- de fortes disparités régionales : - le contrastes est très marqué entre des zones urbaines en développement rapide ( Sofia, Athènes) et des zones laissées à l'écart de tout progrès économique.

- un secteur agricole prédominant : - l'agriculture occupe une place encore importante tant en regard des effectifs employés que de la contribution au PNB. Toutefois, à l'exception de la Bulgarie assez performante, il s'agit d'agricultures peu compétitives avec des rendements (végétaux et animaux) très médiocres : à titre d'exemple, la valeur ajoutée générée par un agriculteur turc ou roumain est dix fois inférieure à celle de son homologue français. La balance agricole est partout au moins équilibrée sauf en Grèce où elle est structurellement déficitaire – en raison des importations de bois et de la faible productivité du secteur qui n'est due qu'en partie aux aléas climatiques.

- des ressources naturelles mal utilisées : - les ressources naturelles, lignite en Grèce, Bulgarie et Roumanie, bauxite en Yougoslavie, différents minéraux en Turquie, ne sont pas négligeables mais sont souvent, soit sous-exploitées (Turquie) soit exportées au détriment du développement local (Roumanie). La Yougoslavie, 13<sup>ème</sup> producteur mondial d'aluminium, et la Bulgarie qui a développé sa production d'électricité d'origine nucléaire, paraissent à cet égard les mieux armées.

- un secteur industriel en retard : - quels qu'aient été les choix de développement industriel, les pays des Balkans ont encore des industries peu performantes et archaïques. L'écart entre le niveau technologique de ces pays et ceux de l'Europe occidentale est une des caractéristiques principales de leur sous-développement. Certes, quelques îlots relativement compétitifs ont pu être créés, en Bulgarie par exemple, mais ils n'ont pas entraîné la modernisation de l'ensemble de l'appareil industriel. Des aides extérieures seront, à cet égard, indispensables pour assurer une remise à niveau rapide et exploiter les atouts notamment en matière de main-d'œuvre – dont disposent ces pays.

- des échanges extérieurs peu diversifiés : - les flux d'échanges traduisent assez fidèlement les affinités politiques : prédominance de l'URSS pour la Bulgarie et la Roumanie, rééquilibrage vers l'Occident pour Yougoslavie, ouverture plus nette vers l'Ouest (Italie et Allemagne) en ce qui concerne la Grèce et la Turquie. Il n'est pas sans intérêt de noter que l'Allemagne a des liens commerciaux significatifs avec tous les pays des Balkans. A l'exception de la Roumanie, toutes les balances commerciales sont déficitaires.

Au total, le tableau paraît assez sombre et les efforts à faire pour chacun de ces pays seront considérables d'autant qu'à ces insuffisances structurelles s'ajoutent des problèmes financiers qui devront également trouver rapidement une solution.

### ***2.3.2. Les difficultés financières ;***

Deux phénomènes paraissent particulièrement préoccupants : l'inflation et l'endettement extérieur. Le développement économique de cette zone et une intégration croissante dans les mécanismes de marché ne pourront se réaliser harmonieusement sans qu'il ait été porté remède à ces déséquilibres.

#### *- L'inflation :*

Jusqu'à ces dernières années, l'inflation était considérée par les pays socialistes comme un sujet tabou car incompatible par construction avec l'orthodoxie économique en vigueur. La prise de conscience de ce phénomène est finalement assez récente et donne lieu à de nombreux débats pour estimer, au-delà de l'inflation officielle, très modérée en Bulgarie et en Roumanie puisque inférieure à 3%, ce que peut être l'inflation réelle. Celle-ci se manifeste sous différentes formes : baisse de la qualité d'un bien sans modification de son prix, rationnement, subventions versées pour produire les marchandises indispensables, épargne forcée, création de marchés parallèles légaux ou non, etc.... En tenant compte de ces différents phénomènes, les chiffres annoncés paraissent dérisoires par rapport à la réalité qu'il est par contre impossible de quantifier en l'absence de fonctionnement des mécanismes de marché.

En Grèce, le taux d'inflation a quelque peu diminué (25% en 1985) mais reste constamment supérieur à 10%. Le résultat estimé pour 1989 est d'ailleurs probablement sous-évalué et les perspectives pour 1990 sont très sombres : maintien d'une inflation forte et aggravation du déséquilibre des finances publiques (environ 20% du PIB).

Un degré supplémentaire est franchi en Turquie qui pratique une fuite en avant (croissance de 6% par an en moyenne depuis 1983) sans chercher de cohérence entre les investissements financiers particulièrement rentables (la Bourse d'Istanbul a progressé de 400% en 1989) et la rationalité économique.

Enfin, la situation est particulièrement désastreuse en Yougoslavie qui ne peut plus guère se comparer qu'à un pays comme l'Argentine. Avec un taux d'inflation mensuel à trois chiffres, il devenait indispensable de prendre des mesures, ce qui a été fait fin 1989 : création d'un nouveau dinar, valant 10.000 anciens, librement convertible en devises occidentales. Il s'agit, à l'évidence, d'un énorme pari sur le fonctionnement d'un marché libéral, pari peu

raisonnable a priori, mais qui ne paraît pas beaucoup plus absurde que la « gestion » économique yougoslave de ces dernières années. Il est par ailleurs significatif de constater que le choix a été fait de lier le nouveau dinar au deutschemark en créant une sorte d'étalon mark.

- *L'endettement extérieur :*

En faisant abstraction de toute autre considération, un seul pays est en situation favorable : la Roumanie. La politique menée depuis 1985, a abouti à apurer la dette et à reconstituer des réserves. Cet objectif a été atteint au prix de coûts humains considérables qu'il n'est pas nécessaire de rappeler mais on ne peut nier que la Roumanie dispose maintenant d'un atout important : une capacité d'endettement intacte qui pourra lui permettre de financer son redémarrage économique.

Tous les autres pays sont en situation beaucoup plus délicate.

En Bulgarie, la dégradation du commerce extérieur a créé un important déficit en devises convertibles sans pour autant que cet endettement ait un effet positif sur la compétitivité de l'économie. Modeste en valeur absolue (environ 7 Md \$), la dette représente près de trois fois les exportations vers des pays à devises convertibles ce qui place la Bulgarie en situation délicate. Une réforme a été entreprise, en 1987, pour qu'elle se dote d'une structure bancaire et financière plus souple mais les résultats n'apparaissent pas encore clairement.

Un premier rééchelonnement de la dette yougoslave est intervenu en 1983 et de nouveaux accords devraient être conclu avec le Club de paris et le F.M.I.. Aucun remboursement en principal n'interviendra avant 1993 mais la situation devrait se stabiliser grâce à l'excédent des paiements courants. Le redressement économique imposerait toutefois des mesures extrêmement rigoureuses qui paraissent politiquement difficiles à mettre en œuvre.

La dette continue à croître en Turquie en valeur absolue mais baisse par rapport au PIB et aux rentrées de devises. La couverture des besoins est assurée par l'excédent des paiements courants et des investissements étrangers croissants mais la situation reste très fragile.

La position de la Grèce, seul pays de la zone appartenant à la CEE, est de ce fait spécifique. La dégradation des comptes extérieurs s'est accélérée en 1989 : aggravation du déficit commercial (le taux d'inflation grec étant quatre fois supérieur à celui de ses principaux partenaires européens) et amenuisement de l'excédent des opérations « invisibles » (tourisme, marine marchande). Seuls des transferts accrus en provenance du budget de la CEE (4% du PIB) ont évité une détérioration encore plus nette mais ont, en même temps, retardé la prise de conscience par les dirigeants grecs de la gravité de la situation et de la nécessité d'un ajustement, la dette officielle brute atteignant fin 1988 environ 18milliards de dollars (35% du PIB).

### **3. LES PERSPECTIVES**

Quels que soient les scénarios que nous présentions, nous prenons le risque d'être dépassés ou contredits par des évolutions actuellement imprévisibles.

En effet, les acteurs prennent le pas sur les scénaristes. Les grandes orientations qui constituent la trame de la pièce ne sont pas intégralement définies à ce jour. Quoi qu'il en soit, nous pouvons toujours planter le décor de la pièce. Commençons par les aspects positifs qui sont avant tout des facteurs de stabilité, pour aborder ensuite les aspects négatifs facteurs d'instabilité et déboucher sur quelques scénarios.

#### **3.1. FACTEURS DE STABILITE ET DE DETENTE**

Certaines des évolutions en cours en Europe et dans les pays balkaniques eux-mêmes sont porteuses d'espoirs en termes de stabilité et de détente.

Dans les rapports Est-Ouest, les discussions qui se déroulent dans les différentes instances (conférences sur la sécurité et la coopération en Europe et sur la réduction des forces conventionnelles) contribuent à la l'amélioration de la confiance par l'atténuation des antagonismes idéologiques en particulier.

De plus, les pays balkaniques eux-mêmes ont essayé de mettre en place des structures de coopération :

- la conférence inter balkanique, crée en 1976, n'a pas abordé pour l'instant les problèmes de fond Néanmoins, elle a évoqué des questions militaires (dénucléarisation de la zone, abandon des armes chimiques etc. ..) et constitué une structure de dialogue utile an niveau des gouvernements ;
- une association trans-frontière se montre très active (Alpen-Adria) dans les domaines économique, touristique et culturel. Elle regroupe la Slovénie, la Croatie, les région hongroises, l'Autriche et l'Italie. La Bosnie-Herzégovine a demandé à y participer.

On constate, dans l'ensemble de ces pays, une attirance :

- d'une part, pour davantage de démocratie et ses différents modes d'expression politiques, économiques et religieux ;
- d'autre part, pour le pole économique que constitue la CEE.

Ces aspirations pourraient être confortées par la perspective de création

d'une confédération européenne. Au regard de ces potentialités de détente à terme, il faut convenir que la situation actuelle présente de sérieuses turbulences de caractère structurel malheureusement peu faciles à maîtriser.

### **3.2. FACTEURS D'INQUIETUDE ET D'INSTABILITE**

La détente globale Est-Ouest est incontestable, mais induit des effets pervers sur la cohésion interne des alliances.

Le délitement du Pacte de Varsovie et dans une grande mesure du Comecon a entraîné, pour les pays membres, une perte de références et de discipline et l'émergence de politiques nationales plus autonomes.

Par ailleurs, les décalages manifestes entre les aspirations démocratiques des pays de l'Est et leur situation économique largement dégradée peuvent faire craindre des dérapages violents des opinions publiques frustrées car l'amélioration de leur niveau de vie demandera de longues années pour atteindre celui des pays de la CEE.

On ne peut manquer de souligner, également, les tensions anciennes et vives existant à l'intérieur ou entre des pays de la zone, qui prennent une acuité particulière ces derniers temps :

- l'Albanie reste un îlot marxiste, orthodoxe, anachronique dans les Balkans. L'évolution du régime de Tirana est pour l'instant imprévisible, mais il ne faut pas oublier son influence rapide et directe sur le Kosovo yougoslave et sur le sort de la minorité grecque au sud du pays ;

- les différends gréco-turcs : le problème cypriot, la délimitation des eaux territoriales, le sort des minorités grecques à Istanbul, et turques en Thrace orientale, enveniment régulièrement les relations de ces deux pays. On peut espérer que ces genres de conflits seront « contenus » par les pays occidentaux qui y ont des intérêts dans le cadre des alliances existantes (OTAN, CEE) ;

- le différend bulgare-turc sur le devenir de la minorité musulmane en Bulgarie ne semble pas être un facteur de conflit ouvert proche,

- à un degré moindre, des tensions persistent en Roumanie avec la minorité hongroise, avec les minorités slavo-macédoniennes en Grèce et en Bulgarie, avec la minorité hongroise en Vojvodine.

Il faut également tenir compte des tendances lourdes de la démographie en notant, en particulier, le taux d'accroissement élevé des populations musulmanes, la Turquie notamment dont la population dépassera les 100 millions d'habitants en l'an 2000.

La Yougoslavie, enfin, est un pays qui contient, à lui seul, tous les ingrédients pouvant entraîner un nouveau conflit régional. Elle a toujours joué un rôle original, tant que l'antagonisme des deux blocs perdurait. Cela a contribué, pendant le règne de Tito le fédérateur, à masquer les problèmes intérieurs.

La disparition de Tito a permis l'expression des nationalismes et a entraîné le déclin de l'autorité fédérale qui ne repose que sur l'existence de la Ligue du parti unique. Certaines Républiques ou régions s'opposent, aujourd'hui, ouvertement à la politique de Belgrade (Slovénie, Croatie, Kosovo).

Les conflits internes divers se nourrissent, notamment, de la volonté hégémonique de la Serbie, qui ne représente que 35% de la population et n'est pas économiquement dominante.

Cela ne fait qu'accroître sa détermination de maintenir la fédération en « serbisant » l'appareil d'état ; elle s'appuie, pour ce faire, sur les particularismes religieux et ethniques.

### **3.3. LES SCENARIOS**

Deux familles de scénarios sont concevables, selon qu'on envisage ou non une modification des frontières.

#### ***3.3.1. Le changement des frontières : gage de paix ?***

Il apparaît, à l'évidence, en 1990, qu'aucune frontière de ces pays balkaniques n'est issue d'un véritable accord entre deux peuples et aussi que chaque pays contient son lot de minorités plus ou moins traitées et intégrées.

Dans ces conditions, il est à la fois juste et paradoxal de dire que le « respect des droits des minorités est la meilleure façon de garantir l'intangibilité des frontières » (F.Mitterand) :

- juste parce que certaines minorités, trop peu nombreuses et trop diluées dans d'autres ensembles, ne peuvent constituer une entité indépendante ni même autonome ; il est donc nécessaire de préserver leurs droits essentiels et leur identité culturelle au sein des autres nationalités ;
- mais aussi paradoxal parce que la meilleure façon de respecter les

droits des minorités significatives serait d'aller jusqu'à autoriser le rattachement de la région où ils vivent à leur pays d'origine.

Une clarification pacifique de certaines situation des frontières serait peut-être envisageable en profitant de l'état psychologique actuel de ces connaissances encore de grandes difficultés et ne veulent pas la guerre. L'ONU mais aussi la CEE, le PAVA et la CSCE pourraient être associés à cette nouvelle définition de frontières enfin sûres et stables parce que reconnues et acceptées.

Ainsi, dans la mesure où l'éclatement de la Yougoslavie, exemple type de la construction politique artificielle, apparaît inéluctable, ne vaudrait-il pas mieux garantir l'avenir de la Serbie en lui assurant des voisins pacifiques, en particulier une Albanie satisfaite de la récupération du Kosovo, une Autriche agrandie de la Slovénie et des régions de souche germanique et catholique.

Comment la Roumanie pourrait-elle assurer vraiment l'avenir de sa trop importante minorité hongroise ? La rectification de sa frontière près des Carpates (retour vers celle de 1914) serait le gage d'une véritable entente roumano-hongroise.

De même, l'entente entre la petite Bulgarie et le géant qui redevient la Turquie sera toujours brouillée par la question d'une minorité turque groupée en Bulgarie, le long de la frontière actuelle ; c'est cette dernière qu'il conviendrait de corriger pour créer des bases de paix.

Enfin, l'URSS elle-même pourrait admettre que l'annexion de la Moldavie /Bessarabie, en 1940, fut une erreur de Staline. Reconnaître la frontière historique de la Roumanie sur le Dniestr pourrait contribuer au maintien de liens privilégiés entre l'URSS et le pays slaves des Balkans.

Nous avons un peu développé ce scénario parce qu'il n'est pas totalement impossible tant est grande l'aspiration des peuples à des frontières justes et sûres. Mais, ce pourrait bien aussi être un « scénario catastrophe » nous ramenant à des erreurs pires que celles de 1918-1923, en ranimant des nationalismes outranciers. Après les querelles d'experts ou de diplomates au sujet de ces nouvelles frontières, pourraient bien venir les heurts populaires, les actions terroristes, les raids militaires ! Les risques en seraient énormes car ces minorités ne sont, en fait, jamais totalement groupées sur une même aire géographique. Les premiers changements pourraient avoir un effet d'entraînement vers une spirale de violences et de bouleversements incontrôlables.

Plutôt que cette rupture des frontières, nous avons cherché à considérer d'autres espoirs pour ces pays et des scénarios moins irréalistes.

### *3.3.2. L'évolutions dans le cadre actuel*

Les différentes tensions existant dans la zone nous paraissent pouvoir évoluer de la manière suivante :

- en Roumanie, la mise en place d'un régime démocratique pourrait permettre, avec les mesures de décentralisation appropriées, de satisfaire les aspirations à davantage d'autonomie de la minorité hongroise. Le cas des Roumains de Moldavie sort du cadre de notre étude.

- les contentieux gréco-turcs nous semblent actuellement figés par l'appartenance des deux protagonistes à l'Alliance Atlantique et la poursuite de la présence des Américains en Méditerranée ;

- l'Albanie pourrait constituer un pôle d'attraction pour les populations du Kosovo. Ceci impliquerait qu'aux plans politique et économique, elle se démocratise et se développe. Pour ce que nous en savons, cela ne paraît pas envisageable à court terme ;

- le problème de l'existence en Bulgarie d'une minorité turque, dont le poids démographique s'accroît, implique la reconnaissance de son particularisme par l'état bulgare ; ceci paraît possible à réaliser sans difficulté majeure.

Dans ce contexte contrasté, la question cruciale reste celle de l'évolution de la fédération yougoslave. C'est, en effet, le seul pays où les problèmes internes sont d'une telle acuité qu'il remettraient en cause, à court terme, d'une manière ou d'une autre, par effet d'entraînement, la stabilité de la région.

Trois perspectives sont envisageables :

- le maintien du statu quo actuel en Yougoslavie avec prédominance serbe. Cette solution, qui arrangerait les grandes puissances, semble de moins probable sans risque de guerre civile, et, en tout état de cause, en serait que provisoire et ne réglerait pas les antagonismes existants ;

- l'évolution de la fédération, avec démocratisation du régime serbe et reconnaissance d'autonomie réelle du Kosovo, de la Vojvodine ; cela ne serait crédible qu'à la suite d'une démocratisation véritable, fondée sur des élections libres tant au niveau des Républiques qu'au niveau de la Fédération. Cette évolution idéale suppose une mutation en profondeur du régime « serbe » actuel qui, malheureusement, assied sa légitimité sur l'exacerbation des nationalismes régionaux. Un tel processus démocratique est en cours dans les Etats du Nord (Slovénie, Croatie).

- l'éclatement de la Fédération. Des liens forts, historiques, culturels et économiques réunissent les trois Etats du Nord (Slovénie, Croatie, Bosnie) aux pays occidentaux proches (Autriche, Italie, RFA). Leur aspiration commune vers la CEE est évidente. Les minorités ethniques ou religieuses dans ces pays sont depuis longtemps intégrées et ne posent pas de problèmes particuliers. L'ensemble de ces trois Etats paraît tout à fait viable.

L'ensemble Macédoine, Monténégro, Vojvodine et Serbie semble également pouvoir se fédérer dans une grande Serbie. Ces peuples ont en commun la religion orthodoxe, leur écriture cyrillique et certaines affinités historiques et culturelles. Il resterait un problème de viabilité économique. Ceci repose, néanmoins, sur une évolution démocratique en Serbie.

Evidemment, le cas du Kosovo subsiste ; il ne pourra être intégré dans cette grande Serbie, ni dans une grande Albanie dans l'état actuel des choses.

## CONCLUSIONS

Les Balkans ont longtemps été considérés comme « **la poudrière de l'Europe** » : il faut bien constater que, pendant un siècle, les guerres ont servi de soupapes de sécurité aux tensions interethniques. Les Balkans représentent le point d'articulation entre la zone d'influence slave, le Proche-Orient et le Caucase. Un Caucase qui est aujourd'hui dynamisé par la présence d'hydrocarbures et de leurs éventuelles sorties vers le monde balkanique.

Le nouveau climat de relations internationales devrait favoriser le rapprochement d'Etats qui font encore aujourd'hui partie d'alliances militaires de systèmes sociaux différentes. Sur un plan géopolitique, une chose est frappante quand on regarde la carte de l'Europe. Dix ans auparavant, l'espace qui allait de la Baltique à la Mer Noire était contrôlé par l'URSS. Cet espace comportait alors 200 millions d'habitants pour une superficie de 1,8 millions km<sup>2</sup>. Le système communiste s'étant effondré, il s'est produit un double mouvement. D'une part, un fractionnement géopolitique de cette région, de l'autre, une poussée de l'Occident, en direction de cette zone qui va de l'Estonie jusqu'à l'Ukraine. En fait, ce que l'on observe, c'est une véritable « otanisation » de l'Europe orientale, sur le plan stratégique, avec des variantes selon ses sous-ensembles.

L'espace balkanique n'y échappe pas. Ainsi, la Bosnie-Herzégovine a servi de base arrière aux forces occidentales et l'Albanie ainsi que la Macédoine sont devenues des régions d'implantation de forces de l'OTAN. Enfin, la Roumanie et la Bulgarie ont ouvert leurs espaces aériens pendant le conflit aux avions de l'OTAN.

Le développement économique des zones arriérées – condition sine qua non de l'apaisement des tensions nationalistes – est difficilement envisageable dans un cadre autarcique.

La coopération régionale peut permettre aux Etats balkaniques d'amorcer ce décalage économique. Les conférences inter balkaniques qui se sont tenues, sont facteur d'espoir sérieux pour l'avenir.

La recomposition du paysage européen qui se dessine sous nos yeux milite, par ailleurs, pour une coopération accrue dans le cadre d'une confédération en gestation qui regrouperait les pays européens de l'Ouest et de l'Est.

Dans ce contexte, quel pourrait être le rôle des grandes démocraties occidentales et singulièrement de la France pour soutenir une évolution pacifique des Etats Balkaniques.

Elle devraient favoriser les rapprochements en cours selon trois orientations convergentes :

- la préservation de statu quo des frontières actuelles, afin d'éviter tout dérapage incontrôlé ;
- l'appui déterminé des initiatives inter balkaniques et européennes, notamment de la CEE, afin de démultiplier les de coopération entre pays de la zone et du reste de l'Europe ;
- enfin et surtout, l'accompagnement diplomatique persévérant des aspirations démocratiques des pays balkaniques afin d'accélérer les évolutions internes et contribuer à l'apaisement des tensions.

C'est à ces conditions que le « printemps des nationalités » que nous connaissons aujourd'hui ne fera de l'éternelle « questions d'Orient » un nouveau facteur d'insécurité en Europe.

## ANNEXE 1

### **TABLEAU DE COMPARAISON DES FORCES ARMEES DES PAYS BALKANIQUE**

<i>PAYS</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Budgets % De PIB</i>	<i>Chars</i>	<i>VAB</i>	<i>Artillerie</i>	<i>Avions De Combat</i>
<i>TURQUIE</i>	<b>639.000</b>	<b>3,6</b>	<b>4200</b>	<b>3540</b>	<b>4274</b>	<b>460</b>
<i>GRECE</i>	<b>162.300</b>	<b>2,8</b>	<b>1735</b>	<b>2500</b>	<b>1878</b>	<b>340</b>
<i>ROUMANIE</i>	<b>180.000</b>	<b>2,1</b>	<b>1375</b>	<b>2100</b>	<b>1475</b>	<b>430</b>
<i>EX-YOUGOSLAVIE</i>	<b>114.200</b>	<b>22</b>	<b>1270</b>	<b>890</b>	<b>1482</b>	<b>208</b>
<i>BULGARIE</i>	<b>75800</b>	<b>2,7</b>	<b>1475</b>	<b>2000</b>	<b>1750</b>	<b>217</b>
<i>MACEDOINE</i>	<b>15.400</b>	<b>7,7</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>130</b>	<b>-</b>

## **LA BIBLIOGRAPHIE**

***L'ANNEE STRATEGIQUE 1998 ;***

***REVUES :***

*Politique étrangère 2/1992 ;*

*Des deux mondes 12/1992 ;*

*Nouvelle alternative 30/1993 ;*

*Trimestre du monde 26/1994 ;*

*Confluences 16/1995 ;*

*Politique étrangère 1/1998.*

***AYMERIC CHAUPRADE – INTRODUCTION A L'ANALISE  
GEOPOLITIQUE***

***HERVE COUTAU – BEGARIE - TRAITE DE STRATEGIE***



